

Groupe de travail de haut niveau pour la CIPD

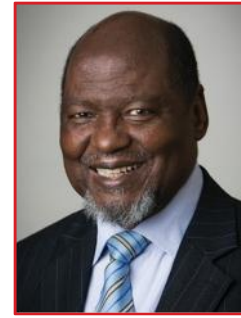
DROITS, DIGNITÉ ET SANTÉ POUR TOUS

BIOGRAPHIE DES MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL

S.E. Joaquim Alberto Chissano

Coprésident du Groupe de Travail de Haut Niveau pour la CIPD

S.E. Joaquim Alberto Chissano est l'ancien président de la République du Mozambique. Il est né en Malehice, une province de Gaza, alors que le Mozambique est encore une colonie portugaise. En 1962, il est un membre fondateur du Front de Libération du Mozambique (FRELIMO), et joue par la suite un rôle essentiel dans les négociations pour l'indépendance du Mozambique entre le FRELIMO et le Gouvernement portugais, en assumant la fonction de Premier ministre du gouvernement de transition. Lorsque le Mozambique obtient son indépendance en 1975, Chissano est nommé Ministre des Affaires étrangères, et en 1986, il est élu Président après le décès du Président Samora Machel.



Credit Photographique: Todd France Photography, 2012

Le Président Chissano engage des réformes socioéconomiques qui culminent dans la constitution de 1990 qui instaure un système multipartite et un marché libre. Il dirige les négociations avec les anciens rebelles, mettant fin à 16 ans de guerre en 1992. En 1994, il remporte les premières élections multipartites de l'histoire de son pays et il est réélu en 1999. Bien que la constitution le lui permette, Chissano décide de ne pas se présenter comme candidat aux élections présidentielles de 2004.

Le Président Chissano a été président de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et de l'Union africaine. Il a été nommé envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour le sommet de 2005 pour réviser la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire, ainsi qu'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU en Guinée-Bissau, dans les zones touchées par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), et comme médiateur de la SADC pour Madagascar. Il a dirigé le Comité des Sages en République démocratique du Congo en vue d'y faciliter les premières élections multipartites démocratiques.

Actuellement, il est président de la Fondation Joaquim Chissano, qui promeut la paix, le développement économique et social et la culture, et du Forum des anciens chefs d'État et de gouvernement africains. Il est membre du conseil de la Fondation Peace Parks, du Club de Madrid, du Hunger Project et de l'International Crisis Group ; il est ambassadeur de bonne volonté pour la Communauté des pays de langue portugaise et Global Partnership Initiative Youth Ambassador. Il est membre, entre autres, du conseil consultatif de la Fondation World Food Prize, de l'Équipe spéciale de haut niveau chargée du Cadre mondial pour les services climatologiques auprès de l'Organisation météorologique mondiale, du Groupe de personnalités de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) et du Panel consultatif pour le Développement mondial au sein de la Fondation Bill & Melinda Gates.

Le Président Chissano a reçu de nombreuses distinctions, dont le prix d'inauguration 2007 Mo Ibrahim pour une Gouvernance d'excellence en Afrique.

S.E. Tarja Halonen

Coprésidente du Groupe de Travail de Haut Niveau pour la CIPD

S.E. Tarja Halonen est l'ancienne Présidente de la République de Finlande. Avant d'accéder à la présidence, elle a été pendant de nombreuses années députée.

Au début de sa carrière, la Présidente Halonen a exercé la fonction d'avocate spécialisée dans la défense des droits syndicaux, et elle a travaillé avec l'Organisation centrale des syndicats finlandais entre 1970 et 1979. Au cours de sa carrière politique, la Présidente Halonen a été nommée auprès de nombreux ministères et a occupé, entre autres, les fonctions de Ministre des Affaires étrangères, Ministre de la justice et Ministre au Ministère des Affaires sociales et de la santé. Au fil des ans, elle a également présidé la Grande commission parlementaire, coprésidé la Commission juridique parlementaire, présidé la Commission parlementaire des Affaires sociales, et elle a été membre de longue date du Conseil municipal d'Helsinki.

La Présidente Halonen est réputée pour sa connaissance politique des syndicats et son engagement envers les droits humains, et elle a fermement défendu tôt dans sa carrière les droits sexuels et l'éducation sexuelle. À cet effet, elle a occupé différents postes. Elle a coprésidé le Sommet du Millénaire, la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation de l'OIT, et le Groupe de haut niveau de l'ONU sur l'écoviabilité mondiale. Actuellement, elle préside le Groupe de personnalités de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), copréside le Conseil mondial des femmes dirigeantes, et elle est membre du Conseil d'administration du Centre pour la paix et les droits de l'Homme d'Oslo, où elle a également siégé au conseil entre 2006 et 2009. En Finlande, Mme Halonen a aussi été présidente et membre du conseil d'administration de l'International Solidarity Foundation.

La Présidente Halonen a reçu 17 diplômes honorifiques d'universités, y compris de l'Université d'Helsinki où elle a étudié et complété un master en droit.



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

María Antonieta Alcalde

María Antonieta Alcalde est directrice du Plaidoyer de la Fédération internationale pour la planification familiale/région hémisphère occidental (IPPF/RHO). Elle dirige le développement de stratégies de plaidoyer aux niveaux régional et international et soutient le travail des Associations membres de l'IPPF/RHO en Amérique latine et aux Caraïbes.

Mme Alcalde a participé à la fondation de plusieurs organisations, dont le Réseau des jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes sur les droits en matière de sexualité et de procréation et l'International Youth Coalition (Coalition internationale de la jeunesse). Avant de rejoindre l'IPPF/RHO, Alcalde a été Coordinatrice générale de Balance, Promotion pour le développement et la jeunesse à Mexico, où elle a conçu et mis en œuvre des ateliers sur le genre, les droits sexuels et reproductifs, le plaidoyer, et le leadership des jeunes.

Mme Alcalde a pris part à plusieurs conférences internationales sur le thème de la santé et des droits sexuels et reproductifs, y compris les examens quinquennal et décennal des Conférences du Caire et de Beijing, entre autres. Elle est diplômée en Comptabilité de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM).



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

Renate Bähr

Madame Renate Bähr est devenue directrice générale de la Fondation allemande pour la population mondiale (DSW) en juin 2008. Avant cela, Mme Bähr a exercé la fonction de vice-directrice générale de la DSW depuis 1998. Elle est reconnue de longue date pour son travail réussi en matière de plaidoyer, de politique et de sensibilisation du public dans le domaine de la santé mondiale et de la santé sexuelle et reproductive en Allemagne et en Europe. Elle a joué le rôle de chef de file dans la constitution du Comité consultatif parlementaire (PAC) de la DSW en 2003.



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

Grâce à son expérience, Mme Bähr est devenue une conseillère clé auprès du gouvernement allemand sur les questions liées à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, y compris en tant que membre de délégations officielles lors de Conférences internationales des Nations Unies touchant à ces thématiques. Elle a pris part à la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire en 1994. Aujourd'hui, elle est la conseillère principale auprès du parlement allemand sur la santé et les droits sexuels et reproductifs.

Mme Bähr siège au conseil de l'Association des organisations de développement non gouvernementales allemandes (VENRO) et elle est à la tête du groupe de travail du Forum sur les questions mondiales et le développement de l'Association fédérale des fondations allemandes. Elle est également membre du conseil d'administration de GIZ (autrefois GTZ, l'Agence de coopération technique allemande), un membre fondateur de la Fondation Initiative de Hanovre et membre du Conseil pour l'éducation de l'Association allemande des Relations publiques.

Mme Bähr a reçu le grade de master en Mathématiques et en Science politique par l'Université de Hanovre.

Mariela Castro Espín

Mariela Castro Espín est directrice du Centre national d'éducation sexuelle de Cuba à La Havane, et une militante pour les droits LGBT à Cuba. Son groupe fait campagne pour une prévention efficace du SIDA et pour la reconnaissance et l'acceptation de l'homosexualité, de la bisexualité, du travestisme, de la transsexualité et des droits humains. En 2005, elle a proposé un projet pour permettre aux transgenres cubains de bénéficier de chirurgie de réattribution sexuelle et de changer leur sexe légal. La mesure est devenue loi en juin 2008, et les Cubains ont maintenant accès gratuitement à la chirurgie de réattribution sexuelle.



Mariela Castro est également présidente du Centre pluridisciplinaire cubain pour l'étude de la sexualité, présidente de la Commission nationale pour le traitement des troubles de l'identité sexuelle, membre du Groupe d'action directe pour Prévenir, Affronter et Combattre le SIDA, et un membre exécutif de l'Association mondiale pour la santé sexuelle (WAS). Elle dirige également le journal *Sexología y Sociedad*, un magazine de sexologie édité par son propre Centre national d'éducation sexuelle (CENESEX). Elle a publié 13 articles universitaires et neuf livres.

Ishita Chaudhry

Ishita Chaudhry est membre d’Ashoka et fondatrice et directrice générale de la Fondation The YP (TYPF) à New Delhi, en Inde. TYPF est une organisation à but non lucratif menée et dirigée par les jeunes, fondée en 2002, qui soutient et permet aux jeunes gens de créer des programmes et d’influencer les politiques dans les domaines du genre, de la sexualité, de la santé, de l’éducation, des arts et de la gouvernance. TYPF travaille avec des groupes de jeunes, scolarisés ou non, de 18 états à travers l’Inde pour mettre en place des interventions et des initiatives politiques au niveau communautaire. Mme Chaudhry a travaillé avec plus de 6 500 jeunes à travers l’Inde et l’Asie du Sud et a contribué à l’élaboration de plus de 300 projets.

Mme Chaudhry a travaillé comme consultante auprès d’ONUSIDA Genève, ONUDC Inde, la Fondation Ford, la Division de Communication pour le Développement de Doordarshan et avec le Gouvernement de Nagaland, le PNUD et l’UNICEF en Inde. Elle est un membre fondateur de RESURJ (Parvenir à une Justice Sexuelle et Reproductive), une alliance internationale de militants féministes qui vise la mise en œuvre complète des engagements internationaux pour garantir les droits et la santé sexuels et reproductifs de toutes les femmes et jeunes personnes d’ici 2015. Depuis 2010, elle a pris part au Groupe consultatif mondial sur l’éducation sexuelle de l’UNESCO et a été membre du groupe de la société civile impliqué dans le développement du Cadre stratégique national pour la prévention du SIDA auprès de l’Organisation nationale de lutte contre le SIDA (NACO), en Inde (2009).

Elle est membre de INK (en association avec TED) et lauréate du Prix Change Looms pour l’entreprenariat social de la Fondation Ashoka (2009), du Prix Seen and Heard de British Telecom et du Parlement des jeunes du Royaume Uni (2008), du Prix national Karamveer Puruskaar pour la justice sociale et l’action en Inde (2007), et elle est la première jeune Indienne à recevoir le Prix Young Achiever du Président du Népal (2009). Mme Chaudhry a obtenu une licence en Littérature anglaise au Lady Shri Ram College, Université de Delhi.



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

Oluwafunmilola (Lola) Dare

Dr Lola Dare est médecin communautaire, épidémiologiste et consultante en développement social. Elle est actuellement directrice générale du Centre de Formation, de Recherche et de Développement en Sciences (CHESTRAD). Basé au Nigéria, le CHESTRAD a pour mission le plaidoyer pour le développement de systèmes de santé et de programmes équitables et durables d'autonomisation des jeunes.



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

Elle a obtenu son master à la faculté de Médecine de l'Université d'Ibadan en juin 1985, et un master en Épidémiologie (École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres) en 1991. Elle a obtenu des certificats en Population et développement et en Santé internationale, et a reçu la bourse David E. Bell et Takemi de l'École de santé publique de Harvard (États-Unis d'Amérique) en 1994 et en 2000, respectivement. Le Dr Dare est aussi membre du West African Postgraduate Medical College de la Faculté de Santé Publique (1990) et membre du Nigerian National Postgraduate Medical College de la faculté de Médecine communautaire (1992). De plus, elle est diplômée en Management avancé de l'INSEAD, l'École de commerce européenne en France (2006).

En 2009, le Dr Dare a été nommée membre honoraire de la Faculté de santé publique, au Royaume Uni, pour son mérite professionnel, et en 2011, elle a été élue membre par cette même faculté pour son mérite. Actuellement, elle y occupe la fonction de Conseillère régionale à l'étranger pour l'Afrique. Le Dr Dare a aussi été présidente du Groupe technique de référence en évaluation du Fonds mondial, Représentante de la société civile du Sud pour le Partenariat international pour la santé Plus (IHP+) et elle est consultante auprès de divers agences et gouvernements qui travaillent en Afrique. Elle convoque l'Alliance de la société civile du Sud en Santé mondiale et elle est secrétaire exécutive du Conseil africain pour le Développement durable de la santé (ACOSHED).

Elena Dmitrieva

Elena Dmitrieva est Directrice de la Fondation Santé et Développement, une ONG russe créée en 2003 par l'Université Johns Hopkins, qui développe et met en œuvre des projets de communication en matière de santé et d'amélioration des systèmes de santé en Russie. Depuis 2007, le Dr Dmitrieva dirige le bureau de la Faculté de Santé publique Bloomberg de l'Université Johns Hopkins en Russie.



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

Le travail du Dr Dmitrieva sur la santé publique se concentre sur la santé reproductive, la consommation de drogue et la prévention du VIH/SIDA et les comportements à risque des jeunes. Elle a développé des projets novateurs qui tirent parti des campagnes de communication pour changer les comportements à risque en introduisant les technologies mobiles pour la promotion de la santé en Russie. Elle dirige TEXT4BABY, un programme éducatif innovant pour les femmes enceintes et les nouvelles mères.

Elle a déjà officié comme membre du groupe de travail de la Douma d'État de la Fédération de Russie pour la santé reproductive, et entre 2007 et 2008, elle a été membre du Groupe de travail des Médias de masse de l'Initiative Bloomberg pour Réduire l'Usage du Tabac. Elle a été présidente du conseil du Réseau européen de la Fédération internationale de parenté planifiée à Bruxelles, et entre 1995 et 2003, elle a consulté auprès du FNUAP, UNESCO, ONUSIDA, Futures Group et d'autres organisations internationales et russes. Elle a mené un large spectre de projets de recherche en matière de santé publique, en mettant l'accent sur la santé reproductive et elle est l'auteure de nombreux articles académiques et de certains ouvrages parmi les premiers publiés en Russie, sur des sujets tels que la communication en matière de santé et la sociologie de la santé (2002), la recherche pour les campagnes de communication en matière de santé (2006), et communiquer et conseiller sur le VIH (2008).

Le Dr Dmitrieva a obtenu un doctorat en Sciences (2004), un Candidate en Sciences (1996) et un Diplôme d'Honneur (1993) en sociologie de l'Université Lomonosov d'État de Moscou. En 1991, elle a étudié en tant qu'étudiante en échange à l'Université d'État du Maryland et en 1995, elle a obtenu une bourse du Webb Memorial Trust pour travailler sur sa thèse à l'Université d'Oxford.

Julio Frenk

Le Dr Julio Frenk est Doyen de la Faculté à l'École de Santé publique de Harvard et professeur T & G Angelopoulos de santé publique et de Développement international, une nomination conjointe avec l'École de Gouvernement Kennedy de l'Université Harvard. Il fait autorité en matière de santé mondiale et il a occupé par le passé le poste de Ministre de la Santé au Mexique, de 2000 à 2006, période pendant laquelle il a mené à terme un programme ambitieux afin de réformer le système de santé du pays. Il est peut-être davantage connu pour avoir introduit un programme de sécurité sociale nationale complet, connu sous le nom de Seguro Popular, qui a élargi l'accès aux soins à des dizaines de millions de Mexicains, qui n'étaient pas assurés auparavant.



Le Dr Frenk a été le directeur-général fondateur de l'Institut national de la Santé publique au Mexique, l'une des institutions principales en matière d'éducation à la santé et de recherche dans le monde en développement. En 1998, le Dr Frenk a rejoint l'Organisation mondiale de la Santé comme directeur exécutif en charge des Bases factuelles et information à l'appui des politiques de santé, la première unité de l'OMS jamais chargée explicitement de développer un fondement scientifique afin que les politiques en matière de santé atteignent de meilleurs résultats. Plus récemment, il a travaillé sur le programme de santé mondiale de la Fondation Bill & Melinda Gates comme membre principal et comme président de l'Institut de santé Carso à Mexico. Il préside les conseils des Partenariats pour la Santé maternelle, néonatale et infantile et de l'Institut de mesure et d'évaluation de la santé.

Le Dr Frenk a obtenu un diplôme en médecine de l'Université nationale autonome du Mexique, et trois diplômes avancés de l'Université du Michigan : un master en santé publique, un master en sociologie, un doctorat en organisation médicale et sociologie. En plus de son travail universitaire, qui inclut des articles dans des journaux scientifiques et de nombreux livres et chapitres de livres, il a écrit deux romans à succès pour les jeunes qui expliquent les fonctions du corps humains. En septembre 2008, le Dr Frenk a reçu le Prix de la Citoyenneté mondiale de la Fondation Clinton.

Bience Philomina Gawanas

Bience Gawanas a été élue pour deux mandats Commissaire aux Affaires sociales à l'Assemblée des Chefs d'État et de gouvernement en 2003 et 2008. Elle a terminé son second mandat en octobre 2012. Dans l'exercice de ses fonctions, elle a supervisé l'harmonisation et la coordination des politiques et programmes régionaux et continentaux en matière de développement social. La santé, le VIH/SIDA, la population, la migration, le bien-être des groupes vulnérables et le travail comptent parmi les questions auxquelles elle s'est attaquée.



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

En tant que Commissaire aux Affaires sociales, elle a développé des instruments de politique et des programmes, dont le Cadre de Politique Sociale, le cadre de Politique de Migration pour l'Afrique, un Plan d'Action sur le Contrôle de la Drogue et la Prévention du Crime, le Plan d'Action de Maputo sur la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs, la Charte de la renaissance culturelle africaine. Elle a lancé la Campagne de l'Union africaine sur la réduction accélérée de la mortalité maternelle en Afrique (CARMMA), mobilisant le soutien aux niveaux mondial, régional et national, et recentrant l'attention sur la santé des femmes. Elle a également à charge le contrôle du progrès de la mise en œuvre de cette campagne par les états membres et la reddition de comptes auprès de l'Assemblée des chefs d'État de l'Union.

Bience Gawanas a pris part à de nombreux groupes de travail et commissions comme l'Équipe spéciale mondiale d'ONUSIDA pour le renforcement de la coordination entre les institutions multilatérales et les donateurs internationaux; le groupe spécial pour l'expansion de l'éducation et de la formation du personnel de santé; la Commission mondiale sur le VIH et le droit; la Commission de l'information et de la redevabilité pour la santé de la femme et de l'enfant; le Comité mondial de pilotage sur l'accès universel; et la Commission de l'Université Lancet d'Oslo sur la Gouvernance mondiale pour la santé.

Avant d'occuper la fonction de Commissaire, elle a travaillé comme avocate au Centre d'Assistance Juridique, une ONG de droits humains, et elle a été chargée de cours en droit sur l'égalité des sexes à l'Université de Namibie. Elle a également présidé la Commission de réforme et de développement de la loi, et elle a occupé les rôles de Membre du conseil de la Banque centrale de Namibie et de Médiatrice de Namibie jusqu'à 2003.

Elle a obtenu une licence en Droit avec mention de l'Université de Warwick, Royaume-Uni, et un diplôme d'avocat junior du Conseil de l'École de Formation Juridique /Lincolns Inn, Royaume-Uni. Elle a également un Executive MBA de l'université du Cap, Afrique du Sud, et un doctorat honorifique de l'Université du Cap occidental.

Leymah Gbowee

Lauréate 2011 du Prix Nobel de la Paix, Leymah Gbowee est une militante libérienne pour la paix, une travailleuse sociale dûment formée et une défenseure des droits de la femme. Elle est Fondatrice et Présidente de la Fondation Gbowee pour la paix en Afrique, et dirige l'initiative Vérité et Réconciliation du Liberia, et elle est cofondatrice et directrice générale du Réseau des femmes africaines pour la paix et la sécurité (WIPSEN-A). Elle est aussi un membre fondateur et ancienne coordinatrice au Libéria du Réseau des femmes dans la consolidation de la paix/Réseau Ouest africain pour la consolidation de la paix (WIPNET/WANEP).



Michael Angelo for Wonderland

Le rôle de chef de file de Gbowee dans l'Action de masse des femmes du Liberia pour la paix – initiative qui a réuni femmes chrétiennes et musulmanes dans un mouvement non violent ayant joué un rôle central dans la fin de la guerre civile en 2003 – est raconté dans ses mémoires, *Notre force est infinie*, et dans le documentaire *Pray the Devil Back to Hell*. De plus, Gbowee est chroniqueuse pour l'Afrique au Newsweek Daily Beast. Elle siège au conseil d'administration de l'Initiative des Femmes Nobel et de la Fondation Peacejam, et elle est membre du Réseau des Femmes dirigeantes africaines pour la Santé reproductive et la Planification familiale.

Elle a un master en Transformation des conflits de l'Université Eastern Mennonite (Harrisonburg, Virginie). Elle réside à Monrovia, au Libéria.

Tedros Adhanom Ghebreyesus

Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus officie en tant que Ministre des Affaires étrangères de la République fédérale démocratique d'Éthiopie depuis novembre 2012. Avant cela, il a occupé les fonctions de Ministre de la Santé d'octobre 2005 à novembre 2012. Le Dr Tedros a aussi occupé un certain nombre de postes d'expertise et de direction au sein du Ministère de la Santé aux niveaux fédéral et régional, y compris en tant que Ministre d'État et comme Chef du bureau de la santé de la région Tigré. Ayant d'abord rejoint le Ministère en 1986, le Dr Tedros a entièrement consacré sa carrière au service public et à la recherche scientifique en matière de questions de santé.



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

Chercheur spécialiste du paludisme de notoriété mondiale, le Dr Tedros Adhanom a corédigé de nombreux articles sur ce sujet dans des publications scientifiques d'envergure, dont *Annals of Tropical Medicine and Parasitology* (Annales de médecine tropicale et de parasitologie), *The Lancet*, *Nature and Parasitologia* (Nature et Parasitologie) et le *British Medical Journal*. Son travail précurseur lui a valu le titre de Jeune Chercheur de l'année de la société américaine de médecine tropicale et d'hygiène et en 2003, il a reçu le Prix du Jeune Chercheur en Santé Publique de l'Association éthiopienne pour la Santé publique. En 2011, le Dr Tedros devient le premier lauréat non américain du Prix Humanitaire Jimmy et Rosalynn Carter remis par la Fondation nationale des États-Unis des Maladies Infectieuses. En mars 2012, il reçoit la prestigieuse distinction de membre honoraire de l'École d'Hygiène et de Médecine Tropicale de Londres.

Le Ministre Tedros a également travaillé en vue d'améliorer l'engagement de l'Éthiopie dans les forums internationaux. En 2009, il est élu Président de la Quatrième Conférence des Ministres de la Santé de l'Union africaine (CAMH4), et la même année, il devient Président du Conseil du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour une durée de deux ans. Auparavant, il a officié comme Président du Partenariat Faire reculer le paludisme (RBM) et Président du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (PCB). Il a été coprésident du Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile (PMNCH) de 2005 à 2009, et a pris part au Groupe de travail de haut niveau sur le Financement international innovant pour les systèmes de santé. Il a également été membre du Conseil de l'Alliance mondiale pour les Vaccins et l'immunisation et de l'Institut de mesure et d'évaluation de santé (IHME).

Le Dr Tedros a obtenu un doctorat en Santé communautaire de l'Université de Nottingham (Royaume-Uni) en 2000. Il a obtenu un master en Immunologie des maladies infectieuses de l'Université de Londres (Royaume-Uni) en 1992 et il a complété ses études de premier cycle en Biologie à l'Université d'Asmara en 1986.

Lambert Grijns

Lambert Grijns est directeur du Département du Développement social du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Il a précédemment occupé les fonctions suivantes au sein du Ministère : Inspecteur (2012) ; Ambassadeur au Nicaragua (2008-2011) ; Chef adjoint de Mission au Costa Rica (2005-2008) ; Chef adjoint de Mission au Rwanda (2001-2005). Il a également officié au Vietnam et aux Pays-Bas (de 1992 à 2001) parmi d'autres pays.



M. Grijns a également travaillé comme chercheur à l'Université de Technologie de Delft et à l'UNESCO/IHE dans le domaine de la Gestion intégrée de l'eau et de l'Administration internationale des bassins hydrographiques. Il a étudié la Géographie humaine à l'Université Libre d'Amsterdam, et il a obtenu un master en planification de l'espace de l'Université d'Amsterdam.

Holo Muchangwe Hachonda IV

Holo Hachonda travaille dans les domaines de la promotion et la communication de la santé depuis 1997 avec une expérience dans le plaidoyer, l'aide à la formulation des politiques, la gestion des subventions des ONG et le renforcement des capacités de gestion. Il officie actuellement comme Directeur de programmes au BroadReach Healthcare (BRHC) à Lusaka, en Zambie, où il assure la direction stratégique et tient le rôle clé de liaison avec le Ministère de la Santé et d'autres parties prenantes. Il a déjà été membre de la délégation officielle zambienne auprès de la Commission de la population et du développement et il a occupé le poste de directeur général et responsable du changement de l'Association zambienne de planning familial (PPAZ). Au cours du mandat de M. Hachonda à la PPAZ, l'organisation est devenue en Zambie un prestataire réputé de services reproductifs complets, des partenariats synergiques avec des partenaires et parties prenantes clés ont été établis, une présence forte de volontaires à travers le pays a été consolidée, et des protocoles de bonne gouvernance ont été intégrés afin de soutenir une forte adhésion.

Le travail de M. Hachonda se concentre sur l'amélioration de l'accès des jeunes gens aux services de santé reproductive et de planning familial complets, et il est fort d'une vaste expérience en communication en matière de santé, en renforcement des systèmes de santé et en planification et gestion stratégiques du secteur de la santé. Il a été consultant auprès du FNUAP, de l'UNICEF, ONUSIDA, USAID, du Secrétariat du Programme Jeunesse du Commonwealth en Zambie, l'Organisation mondiale de la Santé, l'université Johns Hopkins et le Centre des Programmes de Communication, entre autres.

Il est membre du conseil et fondateur de la Youth Activists Organization (YAO), qui travaille avec les jeunes pour mener des activités civiques et d'éducation sur la santé environnementale dans les établissements secondaires locaux. En reconnaissance de sa contribution à la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles africaines, M. Hachonda s'est vu remettre le prix AMANITARE. Il a obtenu un master en marketing de l'Université de Liverpool, Royaume-Uni, et une licence en communication de la santé de l'Université du Maryland.



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

Pinar Ilkkaracan

Pinar Ilkkaracan est une chercheuse formée à la fois en psychothérapie et en relations internationales. Actuellement, elle enseigne comme professeur adjoint à l'Université du Bosphore à Istanbul. Elle est cofondatrice de nombreuses ONG en Turquie et en Allemagne, comme Femmes pour les Droits Humains de la Femme (WWHR) – NEW WAYS, ou le Centre d'Intervention de Berlin contre les Violences faites aux Femmes (BIG). En 2001, elle a initié la Coalition pour les Droits Sexuels et Corporels dans les Sociétés Musulmanes (CSBR), un réseau de 40 organisations universitaires et non gouvernementales majeures de pays musulmans du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord, et d'Asie du Sud et du Sud-Est.



Crédit Photographique : Todd France Photography

Elle a dirigé et coordonné plusieurs campagnes qui ont mené à terme des réformes juridiques en Turquie, comme la promulgation de la loi sur la violence domestique (1996-1997), la réforme du Code Civil turc (2000-2001) et la réforme du Code Pénal turc entre 2002 et 2004.

Ilkkaracan travaille sur la santé et les droits sexuels et reproductifs en tant que chercheuse, militante et formatrice depuis les années 1990 aux niveaux national et international. Elle est membre des conseils de surveillance de Rutgers WPF et de CSBR, et elle est aussi, entre autres, membre du comité de rédaction de *l'International Journal of Sexual Health*.

Elle a pris part à de nombreuses conférences et rencontres des Nations Unies, que ce soit en tant que membre de délégation gouvernementale turque ou comme militante. Elle est éditrice de *Women and Sexuality in Muslim Societies* (traduit en arabe et en turc), *Deconstructing Sexuality in the Middle East*, *The Myth of the Warm Home: Domestic Violence and Sexual Abuse* et *Women's Human Rights Training Manual*. La Fondation Gruber lui a décerné en 2007 le Prix International des Droits Humains de la Femme.

Musimbi Kanyoro

Le Dr Musimbi Kanyoro est présidente et directrice générale du Fonds mondial pour les Femmes, une fondation publique qui permet d'initier, de renforcer les liens et qui soutient le renforcement des capacités des organisations de défense des droits de la femme partout dans le monde. Les bourses du Fonds mondial pour les Femmes aident à élargir les choix qui s'offrent aux femmes et à faire en sorte que leurs voix soient entendues aux niveaux local, national et international. Avant de travailler pour le Fonds mondial, elle a officié auprès de la Fondation David et Lucile Packard, dans la Silicon Valley, en Californie, aux États-Unis, en plus de la YWCA mondiale et la Fédération luthérienne mondiale, toutes deux basées à Genève, en Suisse.



Crédit Photographique : Todd France Photography, 2012

Le Dr Kanyoro est une ardente défenseur des droits humains et à la santé des femmes et des filles et de la philanthropie pour le changement social. Elle siège au Comité mondial du Conseil des fondations, et elle est membre du Conseil des dirigeants de l'Institut Aspen. Elle siège également aux conseils d'Intra Health et de CHANGE. Le Dr Kanyoro a plus de 20 ans d'expérience en matière d'organisations internationales, elle a fait partie du Comité de pilotage lors de la Conférence mondiale de Beijing sur les femmes, et elle a dirigé des délégations lors de cinq Conférences mondiales des Nations Unies durant les années 90.

Le Dr Kanyoro a obtenu un doctorat en linguistique de l'Université du Texas à Austin, et un doctorat en Ministère en théologie féministe du Séminaire théologique de San Francisco. Elle a été chercheuse invitée en Hébreu et Ancien Testament à l'Université d'Harvard. Elle a reçu trois doctorats honorifiques et plusieurs prix de reconnaissance, dont un prix de direction de la part du gouvernement du Kenya. Elle a rédigé de nombreux articles, des centaines de discours et a écrit et coédité de nombreux ouvrages.

Dame Carol Kidu

Dame Carol Kidu a récemment quitté ses fonctions au sein du Parlement national de Papouasie-Nouvelle-Guinée, après 15 années dans la politique. Elle a occupé le poste de Ministre du Développement communautaire pendant neuf ans et dernièrement, elle a été le chef de l'opposition.

Dame Kidu est connue en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour son engagement à transformer les cadres législatifs et politiques qui ont trait à la politique de développement social, en mettant l'accent sur une approche du développement fondée sur les droits humains. En plus de son travail au ministère, elle a institué une Commission parlementaire sur le VIH en 2003 et le Groupe parlementaire de PNG sur la Population et le Développement (PNG PGPD) en 2008. Elle est fondatrice, marraine et conseillère de l'Alliance pour une maternité sans risque de Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui est à présent le secrétariat du PNG PGPD.

Dame Kidu a reçu trois doctorats honorifiques et a été nommée dame commandeur de l'Empire britannique en 2005. En 2007, elle a reçu le Prix International du Courage féminin pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée du Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique et aussi en 2007, elle a reçu le prix de la Personne de l'année du Pacifique. En 2008, elle s'est vu remettre le prix des Droits de l'Homme de l'Équipe Régionale de Ressources des Droits de l'Homme pour sa contribution à la promotion des droits des habitants des îles du Pacifique. En 2009, le Gouvernement français l'a décorée de la Croix de Chevalier de l'Ordre de la Légion d'Honneur.

Dame Kidu siège aux conseils du Commonwealth of Learning et du Comité consultatif de l'Institut Cairns à l'Université James Cook, et elle est membre non résidant à l'Institut Lowy. Elle a également été membre de la Commission du Pacifique de l'ONU sur le SIDA et de la Commission mondiale sur le VIH et le droit.



Crédit Photographique : Todd France Photography, 2012

S.A.R. la Princesse Marie de Danemark

La Princesse héritière Marie est une ardente défenseur des questions relatives à la santé, à l'autonomisation et au droit, et tout particulièrement des femmes, des enfants et des groupes vulnérables. Elle a pris le patronage de nombreuses organisations et agences internationales dans les domaines du social, de la santé et de l'humanitaire, comme notamment le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Europe ; et d'ONG danoises, le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC), Maternity Worldwide et LOKK- Association Nationale de Refuges pour Femmes.

En tant que marraine de l'UNFPA et de Maternity Worldwide, la princesse Marie travaille activement à la sensibilisation du public au sujet des questions de santé maternelle et de mortalité infantile dans le monde, tout comme les droits reproductifs de la femme, notamment l'accès au planning familial. Elle a voyagé avec des ONG et le Ministre danois des Affaires étrangères à diverses occasions dans des pays grandement affectés par ces questions.

En 2007, la princesse Marie a fondé la Fondation Marie avec pour mission la lutte contre l'isolement social, fondée sur la conviction que « tout le monde a un droit d'appartenance ». Sous son patronage, la fondation réunit des partenaires clés non traditionnels pour développer et mener à terme des projets au Danemark, qui créent des opportunités et autonomisent les enfants, les adultes et les familles qui se trouvent socialement isolés ou exclus de la société. La fondation concentre ses domaines d'action notamment sur : la violence domestique, l'intimidation et le bien-être, et la solitude.

La princesse Marie a été choisie comme Jeune Dirigeante Mondiale en 2012 par le Forum économique mondial. Elle prend part fréquemment à des conférences internationales en tant que conférencière et elle est membre honoraire de nombreuses associations et sociétés. La princesse Marie a obtenu un double diplôme en droit et en commerce à l'Université de Tasmanie et elle a occupé différents postes de gestion dans le secteur de la communication publicitaire en Australie. Elle est également lieutenant de la Garde Royale danoise.



Crédit Photographique : Todd France Photography, 2012

Alessandra Nilo

Alessandra Nilo est journaliste, réalisatrice et scénariste, avec un parcours académique en communication et santé. Elle est cofondatrice et directrice exécutive de Gestos (www.gestos.org.br), une ONG en matière de VIH / sida à Recife au Brésil.

Depuis 2001, Mme Nilo travaille avec l'ONU pour diffuser la Déclaration d'engagement sur le VIH / sida comme outil de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des politiques nationales en matière de VIH / sida. En 2003, elle a développé la plateforme de forum UNGASS-AIDS au Brésil qui a été par la suite étendue à l'Asie, l'Afrique, et les Caraïbes. Cette plateforme est aujourd'hui utilisée à travers le monde comme outil de plaidoyer et de recherche pour soutenir un réseau de militantes dans le domaine des droits en matière de santé sexuelle et reproductive (www.ungassforum.org).

Mme Nilo dédie sa carrière à augmenter l'influence des femmes sur les processus décisionnels et les politiques en matière de VIH / sida aux niveaux local, national, et international. Depuis 2001, Mme Nilo représente la société civile dans les délégations brésiliennes aux rencontres de haut niveau sur le VIH / sida. Pendant ces cinq dernières années, elle a été impliquée dans les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et les délégations à la Commission de la population et du développement (CPD). Elle dirige actuellement la campagne *Women Won't Wait* au Brésil et est membre du Comité de pilotage de la Coalition mondiale sur les femmes et le sida (www.womenandaids.net). Elle est également Secrétaire régionale de LACASSO, le Conseil des organisations d'Amérique latine et des Caraïbes dans le domaine du sida (www.laccaso.net), et représente les ONG de ces régions au Conseil de coordination des programmes de l'ONUSIDA. En outre, elle est membre du nouveau mouvement RESURJ (www.resurj.org), une alliance internationale de militants féministes qui souhaitent une mise en œuvre complète des engagements internationaux en faveur des droits des femmes et des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive.



Crédit Photographique : Todd France Photography

Wanda Nowicka

Mme Wanda Nowicka sert un mandat de Vice-présidente au Sejm, la chambre basse du parlement polonais, depuis octobre 2011. Elle est une militante de longue date dans le domaine des droits de la femme, de la santé de la femme, et de la santé sexuelle et reproductive des femmes, avec un intérêt particulier pour une approche fondée sur les droits humains.



Crédit Photographique: Todd France Photography

Elle est membre cofondatrice et ancienne présidente de la Fédération pour la femme et la planification familiale, une ONG polonaise plaçant en faveur des droits en matière de procréation. Mme Nowicka est également membre fondatrice d'ASTRA, le Réseau d'Europe centrale et de l'est pour les droits en matière de santé reproductive et sexuelle. Entre 1996 et 2002, elle a participé comme membre au Panel consultatif du Programme de recherche, de développement et de formation à la recherche en reproduction humaine de l'OMS. Depuis 2003, elle est membre du Conseil consultatif sur les thématiques de santé reproductive.

Mme Nowicka est l'auteure de nombreux articles sur les droits des femmes et les droits en matière de santé sexuelle et reproductive en Pologne et à l'international. Elle a contribué à « *SexPolitics: Reports from the Front Lines* » (e-book) et « *The Struggle for Abortion Rights in Poland*. » Elle a écrit un certain nombre de rapports alternatifs destinés au Comité des droits de l'homme, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, et au Comité des droits de l'enfant. Ces efforts ont permis de faire finalement reconnaître par ces comités des violations des droits reproductifs des femmes polonaises.

Mme Nowicka détient un master en études classiques. En 2008, elle a reçu la récompense honorifique du *University in Exile Award* de la *New School University* de New York en reconnaissance de son engagement en faveur des droits reproductifs des femmes en Pologne et à l'international.

Sandeep Prasad

Sandeep Prasad, diplômé en droit, est un avocat militant basé à Ottawa au Canada. Depuis janvier 2011, il est Directeur exécutif d'Action Canada pour la population et le développement (ACPD), une organisation de droits humains œuvrant au Canada et au niveau international sur des thématiques de droits en matière de santé reproductive et sexuelle. Sa détermination à dédier sa carrière à ces thématiques s'est forgée 16 ans plus tôt lorsqu'il a débuté ses études supérieures et s'est immédiatement mis à militer sur le campus, sensibilisant les étudiants sur les problématiques rencontrées par les étudiants lesbiennes, gay, bisexuels, et transgenres. Sandeep a obtenu son diplôme de droit à l'Université d'Ottawa en 2004.



Crédit Photographique: Todd France Photography

Entre 2006 et 2011, Sandeep a été directeur d'ACPD en matière de plaidoyer international sur les droits de l'homme où il était principalement responsable des activités de plaidoyer d'ACPD auprès du système des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits humains. Sandeep s'est alors affirmé comme leader dans ce rôle, menant les efforts pour faire progresser les droits en matière de sexualité et de reproduction au sein de certains organes et mécanismes clés de l'ONU. Son plaidoyer a contribué à faire inclure par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU la mortalité et la morbidité maternelles parmi les préoccupations en matière de droits humains dans une résolution marquante de 2009. Le travail de M. Prasad, visant à faire en sorte que les droits en matière de sexualité et de reproduction reçoivent une plus grande attention de la part du Conseil des droits de l'homme et de ses mécanismes - y compris s'agissant de l'examen périodique universel (EPU) - comporte une participation active de sa part à l'Initiative pour les droits sexuels (SRI), une petite coalition d'organisations Sud-Nord que Sandeep aide à coordonner.

Sandeep est actuellement vice-président de l'Association canadienne pour la liberté de choix, une organisation caritative qui fournit des informations, des formations, et des recherches permettant aux individus d'avoir accès à l'information, aux ressources, et aux services requis pour faire des choix libres sur tous les aspects relatifs à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

Gita Sen

Le Dr Gita Sen a travaillé pendant 35 ans au niveau national et international sur les politiques démographiques, la santé reproductive et sexuelle, l'égalité des sexes et les droits fondamentaux des femmes, ainsi que sur des problématiques concernant la pauvreté, le développement humain, et les marchés du travail. Son travail a permis d'influencer au niveau mondial le changement de conception sur la population et le développement. De nationalité indienne, le Dr Sen détient un doctorat en sciences économiques de l'Université de Stanford. Elle est Professeur en politique publique à l'Institut indien de gestion à Bangalore et chargée de cours sur la santé mondiale et la population à l'Université Harvard. Elle est fondatrice et membre du Comité exécutif de l'organisation DAWN (*Development alternatives with Women for a New era*).



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

Le système des Nations Unies a fait appel à son expertise de plusieurs manières, notamment pendant les processus intergouvernementaux, les événements de haut niveau, et en tant que conseillère sur les politiques et les programmes. Elle a été consultante principale dans l'élaboration du document d'évaluation démographique du FNUAP pour l'Inde pour la période 2003 – 2007. Elle fait actuellement partie du Groupe consultatif scientifique et technique du département santé et recherche génésiques de l'OMS et co-préside le Groupe consultatif technique de l'Organisation panaméricaine de la santé (PAHO) sur l'égalité des sexes et la santé. En Inde, elle est membre du Groupe de pilotage de la Mission nationale sur la santé en milieu rurale, et du Conseil de direction du Centre national de ressources sur les systèmes de santé. Elle est également membre du Groupe d'experts de haut niveau sur la couverture de santé universelle créée par la Commission indienne de planification.

Elle a précédemment été membre du Groupe de travail sur l'égalité des sexes du Projet Objectifs du Millénaire et a été la première présidente du Groupe consultatif externe sur les questions relatives à l'égalité des sexes de la Banque mondiale. Elle a participé au Conseil de direction de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) et siège au Conseil de direction de l'Université des Nations Unies. Ses nombreuses publications comprennent les titres suivants : « *Gender Equity in Health: the Shifting Frontiers of Evidence and Action* » (Routledge, 2010), « *Women's Empowerment and Demographic Processes – Moving Beyond Cairo* » (Oxford University Press / IUSSP, 2000), et « *Population Policies Reconsidered: Health, Empowerment and Rights* » (Harvard University Press, 1994). Elle a reçu des doctorats honorifiques de l'Université d'East Anglia, de l'Institut Karolinska (Stockholm), de l'Université Ouverte du Royaume-uni, et de l'Université du Sussex. Elle a reçu le Prix Volvo de l'environnement pour son travail sur les femmes, la population, et le développement.

Keizo Takemi

Le Professeur Keizo Takemi est un dirigeant politique japonais membre éminent du Centre japonais pour l'échange international (JCIE) et chercheur à l'Institut de recherche de l'Association médicale japonaise. D'abord en 2007, puis au sommet du G8 à Toyako en 2008, il a été à la tête d'une plateforme constituée de partenariats privés et publics chargée d'élaborer des politiques et connue comme le Groupe d'étude sur les Défis de la santé mondiale et les contributions du Japon. Cette plateforme a été par la suite restructurée en comité exécutif du programme du JCIE sur la santé mondiale et la sécurité humaine.



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

Le Professeur Takemi est connu pour son expertise en matière de politique extérieure, d'aide publique au développement (APD), de sécurité humaine, de réforme des systèmes de santé, et du système des Nations Unies. Il a été membre de la Chambre des conseillers de la Diète du Japon pendant 12 ans et a servi dans le cabinet Abe en tant que Vice-ministre principal pour la santé, le travail, et la sécurité sociale. Comme Secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le cabinet Obuchi, il a dirigé l'initiative pour établir un fonds de l'ONU pour la sécurité humaine. En 2006, il est nommé par le Secrétaire-général Kofi Annan comme membre du Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la protection de l'environnement. Ses nombreuses actions en tant qu'élu parlementaire comprennent la restructuration en 2006 du système d'APD du Japon. Il a été chercheur à l'École de santé publique d'Harvard entre 2007 et 2009 et conseiller de la fondation de santé Sasakawa en Août 2009.

Le Professeur Takemi a été récemment nommé co-président du Comité de coordination des programmes pour le Programme de recherche conjoint Japon / Banque mondiale sur la couverture de santé universelle et les ressources humaines pour la santé. Il est diplômé d'un master en droit de l'Université Keio. Depuis 1995, il est Professeur à la Faculté des sciences politiques et la Faculté des sciences économiques de l'Université Tokai. Il est professeur invité à l'Université nationale de Nagasaki et la Faculté de médecine de Fukushima.

Luis A. Ubiñas

Luis A. Ubiñas est président de la Fondation Ford, la deuxième grande organisation philanthropique des États-Unis avec plus de 10 milliards de dollars d'actifs et 500 millions en dons annuels. La fondation opère à travers le monde et a des bureaux en Asie, Afrique, Amérique centrale, et Amérique du sud.

Depuis qu'il a pris la tête de la fondation en 2008, M. Ubiñas a élaboré une stratégie qui vise à augmenter la participation des personnes et communautés marginalisées et en situation de pauvreté dans les opportunités économiques, sociales, et politiques qu'offrent leurs sociétés. Il s'est intéressé en particulier à la façon dont les nouvelles technologies et les médias sociaux peuvent transformer la manière dont les organisations à but non lucratif produisent des résultats au bénéfice de ceux qu'elles servent. Afin de maximiser les ressources mises à disposition des bénéficiaires, Luis a également mené la restructuration de la gestion des opérations et des dotations de la fondation.

Avant de rejoindre la Fondation Ford, Luis a été Directeur chez McKinsey & Company et a mené les pratiques médias de la société sur la côte ouest. Il a été au service d'entreprises dans les domaines des technologies, des télécommunications et des médias, travaillant avec elles pour développer et mettre en œuvre des stratégies et améliorer les opérations. Une grande partie de son travail est dédiée aux opportunités et aux défis que représente la croissance des technologies internet et sans-fil.

M. Ubiñas fait également partie de nombreuses organisations à but non lucratif et participe à des conseils et des comités consultatifs gouvernementaux et d'entreprises. Il participe notamment au Conseil consultatif de la Banque mondiale constitué des dirigeants des fondations mondiales, au Comité consultatif de l'initiative dite des *100,000 strong* œuvrant pour la promotion des relations sino-américaines, et aux conseils d'administration de la Bibliothèque municipale de New York et de l'École collégiale de New York.

M. Ubiñas est diplômé de Harvard, où il a été titulaire d'une bourse Truman, et de la Harvard Business School où il a été diplômé avec les plus hautes distinctions. Il est membre de l'Académie américaine des arts et des sciences et du Conseil pour les relations extérieures.



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

Dr. Xuejun Yu

Le Dr Xuejun Yu est Directeur général de la Commission nationale de santé et de planification familiale en Chine. Il détient une licence et un master en sciences économiques et un doctorat en démographie économique de l'Université de Pékin. Il a mené ses recherches post-doctorales dans le département Économie de l'Université de Yale entre 1996 et 1998.



Avant d'occuper son poste actuel, il a travaillé aux postes suivants : Directeur exécutif du Centre chinois de recherche et d'information en démographie (1998 – 2004) ; Directeur général du département des politiques et réglementations, du département de l'information et de la planification du développement, et de la Commission nationale chinoise en matière de population et de planification familiale (2004 – 2010) ; et Maire-adjoint de la ville de Jinzhou dans la province du Liaoning (2010 – 2012).

Il a également servi comme membre du Conseil permanent et directeur du Comité sur le vieillissement de l'Association chinoise de démographie, et a été chargé de cours à l'Université Renmin et à l'Université de Jilin.

Les thèmes de recherche du Dr Xuejun Yu portent sur les statistiques démographiques et les politiques démographiques. Au cours des vingt dernières années, il a entrepris de nombreux travaux de recherche et s'est efforcé d'être le lien entre la recherche universitaire et la politique gouvernementale. Il a publié en abondance sur les sujets relatifs à la démographie chinoise, avec un intérêt particulier porté au vieillissement de la population et au développement économique.

Mona Zulficar

En tant qu'associée fondatrice et présidente du Comité exécutif, Mona Zulficar supervise la performance et le développement du cabinet d'avocats Zulficar et associés. Avec plus de trente ans de pratique juridique comme avocate, elle est spécialiste des restructurations financières d'importance et des fusions-acquisitions. Elle a mené avec succès des négociations au cours des plus importantes transactions internationales ayant eu lieu en Égypte ces trente dernières années.



Crédit Photographique: Todd France Photography, 2012

Elle continue à jouer un rôle clé dans l'élaboration et le développement des lois en tant que membre distinguée siégeant au sein des commissions nationales sur des nouvelles lois importantes telles que celles relatives aux télécommunications, à la réglementation du marché financier, aux Zones économiques spéciales, et à la réglementation du secteur bancaire. Elle a également servi comme membre du Conseil d'administration de la Banque centrale d'Égypte pendant deux mandats et a été directement impliquée dans la réforme institutionnelle et réglementaire du secteur financier et bancaire égyptien depuis 2004.

Engagée dans des actions communautaires, elle milite en faveur des droits de l'homme et des droits des femmes en Égypte et au niveau international. Elle a dirigé avec succès plusieurs campagnes qui ont abouti à l'adoption de nouvelles lois ou des réformes législatives réaffirmant les droits de l'homme fondamentaux et l'égalité et la justice pour tous, en particulier pour les femmes et les enfants. Ses campagnes ont notamment porté sur le « nouveau contrat de mariage », le « khul' » ou droit équitable au divorce des femmes, les tribunaux aux affaires familiales, le droit des associations, et la loi pour l'égalité et contre les discriminations. Elle a fondé et préside la fondation de microfinance Al Tadamun qui œuvre pour l'autonomisation des femmes en situation de pauvreté. Elle préside également l'Association pour l'amélioration de la santé des femmes au Caire, ainsi que la fondation EFG Hermes pour le développement social. Elle a récemment été élue membre experte et vice-présidente du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Elle est par ailleurs membre du Conseil national égyptien pour les droits de l'homme. Elle a récemment dirigé et pris part à des commissions d'enquête sur des violations de droits de l'homme et a présidé la commission d'enquête sur les incidents de Maspiro.

Mme Zulficar a obtenu ses diplômes en sciences politiques et en droit à l'Université du Caire et à l'Université de Mansoura. Elle détient un doctorat honorifique de la faculté de droit de l'Université de Zurich.

Groupe de travail de haut niveau pour la CIPD

DROITS, DIGNITÉ ET SANTÉ POUR TOUS

Le Secrétariat du Groupe de travail de haut niveau pour la CIPD
(Conférence internationale sur la population et le développement)
est hébergé par la Fédération internationale pour la planification familiale /
Region hémisphère occidental (*IPPF/RHO*), New York

Secretariat | 125 Maiden Lane | 9th Floor | New York, NY | 10038-4730

